

L'éducation, un enjeu crucial pour les enfants syriens réfugiés au Liban

La Cité, Justine Boillat, septembre 2017



UNE ENFANT SYRIENNE DANS LE CAMPMENT DANS LEQUEL ELLE VIT, SITUÉ DANS LA VALLÉE DE LA BEKAA À QUELQUES KILOMÈTRES DE LA FRONTIÈRE LIBANO-SYRIENNE. © JON YEE / 2017

L'interruption de l'éducation de millions d'enfants est l'une des conséquences dévastatrices de la crise syrienne .Au Liban, pays d'accueil d'un million et demi de réfugiés, les jeunes Syriens font face à de nombreux obstacles entravant leur parcours scolaire, malgré les mesures prises par le gouvernement libanais.

Le conflit qui fait rage depuis plus de six ans en Syrie a bouleversé des millions de vies, dont celles des enfants et des jeunes. Leur scolarité a été brutalement interrompue et l'accès à l'éducation limité. En Syrie, les écoles ont été délibérément prises pour cible à une fréquence inquiétante et utilisées à des fins militaires par toutes les parties au conflit. Les familles ayant fui leur pays à la recherche de sécurité et de perspectives futures peinent, elles aussi, à assurer la scolarité de leurs enfants. L'avenir de toute une génération est en danger.

En période de conflit, l'éducation n'est pas seulement essentielle au développement individuel, mais elle permet aussi de consolider la paix et de reconstruire un pays une fois les armes déposées. «*Les Syriens commencent déjà à parler de la reconstruction. Mais il ne s'agit pas uniquement de reconstruire les bâtiments. Il faut reconstruire l'humain, la société. Investir dans le capital humain de la Syrie*», précise Massa Mufti, spécialiste en éducation d'origine syrienne et fondatrice de l'ONG Sonbola dédiée à l'éducation des jeunes Syriens: Assurer aux enfants réfugiés un accès à l'éducation est donc primordial.

GESTION DÉCENTRALISÉE

Le Liban, qui partage la plus longue partie de sa frontière avec la Syrie, est en première ligne dans l'accueil des exilés. Depuis 2011, un million et demi de Syriens ont cherché refuge

dans ce petit pays d'un peu plus de quatre millions d'habitants. Aujourd'hui, près d'une personne sur quatre vivant sur le sol libanais est un réfugié syrien. *«La présence à durée indéterminée de cette population, qui plus est majoritairement jeune, est un enjeu énorme pour le Liban. À titre de comparaison, en Europe, les migrants du monde arabe représentent moins de 1% de la population européenne.»*, souligne **Riccardo Bocco**, professeur de sociologie politique à l'IHEID et spécialiste du Proche-Orient.

Au Pays du Cèdre, on ne trouve aucun camp de réfugiés officiel. En cause: la gestion décentralisée de l'afflux des réfugiés, mais aussi la crainte de reproduire le schéma des camps palestiniens, terrains fertiles pour l'insurrection à l'origine de la guerre civile qui divisa le Liban entre 1975 et 1990. Cette absence de camps a mené à une prolifération des abris de fortune, disposés en essaims informels sur des terrains loués à des propriétaires privés. Ils se concentrent aujourd'hui souvent dans les régions les plus défavorisées du pays, augmentant ainsi la pression sur des institutions locales aux ressources déjà limitées.

EXEMPLE DE SOLIDARITÉ

Au Liban, les hôpitaux sont surpeuplés, les systèmes d'épuration et d'évacuation des déchets inondés. Les prix du marché immobilier flambent et les salaires chutent. Les Syriens sans autorisation légale de travail n'ont pas d'autre choix que d'accepter de très basses rémunérations sur le marché noir de l'emploi. La crise touche aussi le secteur éducatif, incapable d'accueillir les enfants syriens en âge scolaire, qui représentent près d'un réfugié sur deux. Résultat: la présence des Syriens exilés au Liban est devenue source de multiples tensions sociales et politiques.

Pourtant, malgré un climat politique très crispé et un contexte social tendu (*lire encadré*), le Liban a souvent été cité comme exemple pour sa solidarité dans l'accueil des réfugiés syriens. *«Le Liban n'a pas d'autre choix que d'accueillir et, dans la mesure du possible, intégrer les réfugiés syriens. Mais l'État libanais entrevoit aussi une opportunité de renforcer durablement ses infrastructures, grâce à l'aide financière internationale allouée à la crise syrienne»*, précise Riccardo Bocco. Dans le domaine de l'éducation, notamment, de nombreux efforts ont été consentis pour permettre aux plus jeunes de poursuivre leur scolarité interrompue par la guerre et le déplacement forcé.

Rapidement après le début du conflit et le soudain afflux de Syriens sur son territoire, le Liban, soutenu financièrement par la communauté internationale, a pris des mesures pour permettre aux enfants réfugiés d'intégrer le système scolaire national. En 2012, le gouvernement a promulgué un décret demandant aux écoles publiques d'ouvrir leurs portes à tous les enfants présents dans le pays, y compris les Syriens. Un défi de taille pour le secteur de l'éducation publique, affaibli par des années d'instabilité et par son manque de ressources.

Au Liban, plus de 70% des enfants effectuent leur scolarité dans des écoles privées. Conséquence: le secteur public a subi des coupes budgétaires drastiques. Négligées, ses écoles souffrent d'infrastructures dépassées et non entretenues, ainsi que d'enseignants sous-qualifiés. Malgré ses faibles ressources, le système d'éducation publique fait face à une pression croissante exercée par la présence des réfugiés. Peu de familles syriennes peuvent prendre en charge le coût des écoles privées.

BARRIÈRES INFORMELLES

En dépit de l'ouverture des écoles publiques aux enfants syriens, 62% des réfugiés en âge d'aller à l'école primaire et 98% de ceux en âge d'aller à l'école secondaire sont restés hors de tout système scolaire en 2013¹. Le fait est que les écoles publiques manquent cruellement de capacité pour accueillir les plus de 500 000 enfants syriens vivant au Liban. Afin de pallier ce problème, un système à deux tranches horaires a été mis en place dès l'année scolaire suivante. Les Syriens vont désormais en classe l'après-midi, les Libanais, le matin.

De plus, le Liban, avec le soutien des agences onusiennes, développe une stratégie à long terme pour renforcer son secteur éducatif. Intitulé *Reaching All Children with Education (RACE)*², ce plan d'action vise à améliorer l'accès à l'éducation non seulement pour les Syriens mais aussi pour les enfants libanais issus des milieux les plus défavorisés. Le premier volet, mis en oeuvre entre 2014 et 2017, a permis d'accroître considérablement le nombre d'élèves syriens rejoignant les bancs d'école. Pourtant, 59% des jeunes Syriens n'ont pas été inscrits à l'école lors de l'année scolaire 2016-2017³. Les défis de l'éducation vont bien au-delà du nombre de pupitres à disposition dans les classes.

Un facteur fréquemment cité par les Syriens est le coût des transports. Les campements informels des réfugiés sont souvent situés dans des zones isolées, loin des écoles. Or, si l'accès à l'éducation est gratuit, au Liban, le coût des transports publics peut être prohibitif. Un fardeau économique pour beaucoup de familles qui doivent garder leurs enfants à la maison. En outre, la situation financière des Syriens est très précaire et de nombreux enfants travaillent pour contribuer aux revenus familiaux, surtout dans les régions agricoles.

D'autres barrières à l'éducation pour les enfants réfugiés résultent des tensions sociales entre les communautés syrienne et libanaise. Les élèves syriens sont régulièrement victimes de discrimination, d'intimidations voire de violences physiques, par leurs pairs mais aussi par les enseignants et autres employés de l'établissement.



À MOITIÉ DES SYRIENS RÉFUGIÉS AU LIBAN ONT MOINS DE 18 ANS. ASSURER LEUR ACCÈS À L'ÉDUCATION REPRÉSENTE UN DÉFI CONSIDÉRABLE POUR LE GOUVERNEMENT LIBANAIS ET LA COMMUNAUTÉ HUMANITAIRE INTERNATIONALE.

© JON YEE / LIBAN 2017

DÉCROCHAGE SCOLAIRE

La langue est: un autre obstacle de taille. Alors qu'en Syrie, le cursus est entièrement en arabe, le système scolaire libanais a comme langue d'instruction l'anglais ou le français. Les enfants syriens manquent des bases linguistiques nécessaires, peinent à suivre le programme et ont tendance à quitter l'école prématurément. De plus, les Syriens ont souvent été hors de tout système éducatif pendant trois à quatre ans. Il y a donc un décalage entre le niveau de l'élève et son âge. Au moment de la réintégration scolaire, ils se retrouvent ainsi dans les classes de camarades bien plus jeunes qu'eux: un environnement peu stimulant qui incite au décrochage scolaire. «*Au -delà des questions d'accès, la qualité de l'éducation est absolument essentielle*», insiste Massa Mufti. «*Il faut que les jeunes Syriens puissent développer des compétences réellement unies pour leur futur, ce qui les motivera à s'investir dans leur parcours scolaire jusqu'à la fin.*»

Conscients de ces obstacles à l'éducation pour les jeunes Syriens, l'État libanais a renouvelé la stratégie d'action RACE pour la période 2017-2021. Ce deuxième volet met l'accent sur la

qualité et la pertinence de l'éducation dans les circonstances du déplacement forcé. Il présente ainsi un important potentiel pour répondre aux grands défis auxquels fait face le secteur éducatif libanais actuellement. La mise en pratique de ce plan d'action reste cependant aléatoire, au vu de la fragilité des institutions étatiques et de la corruption qui les ronge.

Relever ces défis revêt une importance capitale, non seulement au Liban mais aussi en Jordanie, en Turquie, et dans les autres pays de la région où des millions de Syriens ont trouvé refuge. Le futur de ces jeunes Syriens relève cependant d'une radicale incertitude: alors que le conflit syrien s'enlise, les portes vers l'Europe sont de plus en plus fermées. Quant au Liban, où les Syriens se heurtent à de grandes discriminations et difficultés d'accès à l'emploi, peu de perspectives d'avenir leur sont ouvertes. Malgré tout, l'éducation reste un motif d'espoir pour les jeunes et leurs familles dans un contexte ravagé par la violence et le déracinement. L'avenir de toute une génération en dépend.

1. Rapport «Growing up without an education», Human Rights Watch, 2016.
2. Traduction: Atteindre tous les enfants avec l'éducation.
3. Chiffre officiel du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur libanais.



UN ÉLÈVE SYRIEN SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE. UN CHEMIN SOUVENT LONG, CAR LA PLUPART DES SYRIENS VIVENT DANS DES ZONES RECLUÉES.

© JON YEE / LIBAN 2017